

Le nouveau Parlement européen

En France, le score le plus frappant, bien qu'attendu, est hélas l'abstention. Avec près de 60%, on peut regretter que la France ne fasse pas exception. Le Royaume-Uni est à plus de 65% et le champion européen est la République Slovaque avec plus de 80% d'abstention.

Le taux moyen de participation à l'échelle européenne est de 43% ce qui est préoccupant.

La complexité des institutions, la communication défailante au niveau national et l'utilisation de l'Europe comme bouc émissaire sont probablement des facteurs explicatifs qui, ajoutés à la crise actuelle, ont joué en défaveur de cette élection qui ne manquait pourtant pas d'enjeux.

A l'image de la France, c'est la droite européenne (PPE-DE) qui sort renforcée de cette élection. Contrairement à ce que beaucoup annonçaient, les électeurs n'ont pas systématiquement utilisé l'arme du vote sanction et ont au contraire donné une prime aux partis ayant mené une campagne sur

des thématiques européennes, en témoigne le score élevé des verts en France. Cependant la situation est contrastée suivant les pays, le Royaume-Uni ou l'Espagne par exemple voient leurs gouvernements au pouvoir sanctionnés, à l'inverse de l'Allemagne ou de l'Italie.

Paradoxalement, alors qu'en Allemagne, Espagne, Italie, France et au Royaume-Uni, les conservateurs l'emportent, le PPE-DE au Parlement européen devrait connaître une assez faible progression (+1.5%). Ceci s'explique par la sécession des conserva-

teurs britanniques, tchèques et polonais qui ont annoncé qu'ils quittaient ce groupe politique, et se retrouvent pour l'instant dans les non-inscrits avant probablement de former un nouveau groupe qui devrait peser à la droite de la droite.

Cette scission est l'un des éléments marquant de cette élection car elle contribue à renforcer les partis d'extrême droite. Cette montée des extrêmes est également symbolisée par l'arrivée au Parlement européen de deux députés de l'extrême droite britannique, ce qui n'était jamais arrivé auparavant.

Le parti socialiste européen (PSE), à l'image du score du PS en France,

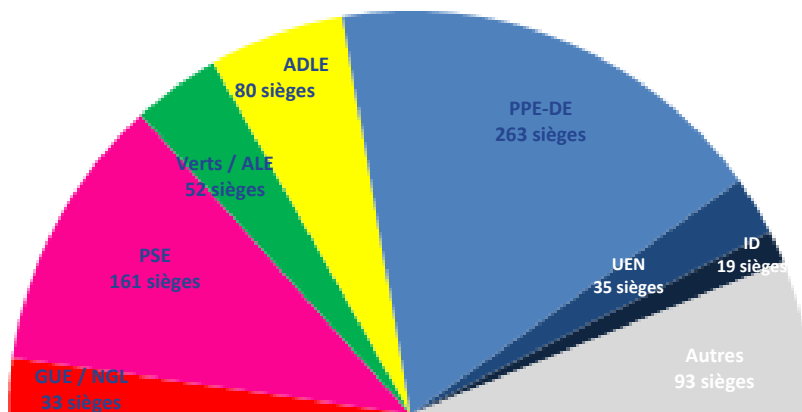
toute surprise pour la présidence de la Commission européenne, vraisemblablement confiée à nouveau à José Manuel Barroso, soutenu notamment par l'Allemagne et la France.

Pour en venir à l'influence des députés français au Parlement, on peut déjà souligner quelques points. Alors qu'en 2004, la gauche avait réalisé un score historique aux élections européennes qui lui avait permis d'être la première force au sein du PSE, ce ne sera plus le cas et la délégation française PS devrait logiquement perdre en influence puisqu'elle n'enverra que 14 députés au Parlement européen.

Au contraire, la droite française qui était sous-représentée au sein du PPE-DE lors de la dernière législature devrait pouvoir peser davantage au sein de son parti avec ses 30 députés. Il en va de même pour les verts français qui devraient être bien placés au sein de leur parti européen avec 14 députés sur les 52 que comptera leur groupe.

On peut imaginer que l'influence française en Europe devrait sortir renforcée de ce scrutin du fait de son poids au sein du parti majoritaire et du renouvellement de députés qui ont fait largement leurs preuves en assurant des Présidences de commissions ou des missions de rapporteurs sur des dossiers difficiles et stratégiques.

Il sera donc essentiel de suivre les nouvelles « affectations » des députés français au sein des différentes commissions et les thèmes qu'ils souhaitent privilégier.



connaît un net recul (-6 points) et se retrouve assez loin derrière le PPE-DE et ses 263 sièges (161 pour le PSE). Concernant les libéraux (ADLE), leur alliance pâtit du faible score du MODEM en France mais ils restent clairement la troisième force du Parlement européen avec 80 députés. La dernière progression notable, assez relative cependant (+1.5%), est celle des Verts européens qui s'explique en partie par le score important des verts en France.

Accessoirement, cette victoire de la droite européenne devrait éviter

Guide de lecture du document

Le document ci-après présente les résultats des 13 Etats que nous avons jugés les plus représentatifs. Les hémicycles correspondent au nombre de députés nationaux qui seront représentés dans les groupes politiques européens au cours de la prochaine législature:

-  GUE / NGL: Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
-  PSE: Groupe socialiste au Parlement européen
-  Verts / ALE: Groupe des Verts / Alliance Libre européenne
-  ADLE: Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe
-  PPE-DE: Groupe du Parti Populaire européen et des Démocrates européens
-  UEN: Groupe Union de l'Europe des Nations
-  ID: Groupe Indépendance et Démocratie
-  Non inscrits

Les enseignements du vote français

Sans surprise, les élections européennes n'auront pas réussi à mobiliser les Français. En témoignent le taux de participation, historiquement bas, à près de 40,65%. De nouveau, les débats ont été largement articulés autour de thématiques nationales, et finalement peu relayés par les médias français.

Les gagnants

Le parti de la majorité tire largement son épingle du jeu, avec plus de 29% des suffrages et enverra donc 29 députés à Bruxelles et Strasbourg. C'est la première fois depuis 1979, date de la première élection du Parlement européen au suffrage universel, que le parti au pouvoir sort victorieux de ce scrutin. Ce score permet la réélection de cadres de la précédente législature (Jean-Paul Gauzès, Alain Lamassoure ou bien encore Joseph Daul), tout en permettant un certain renouvellement, à l'image de l'élection de la tête de liste de la région Ouest, Christophe Béchu, 34 ans.

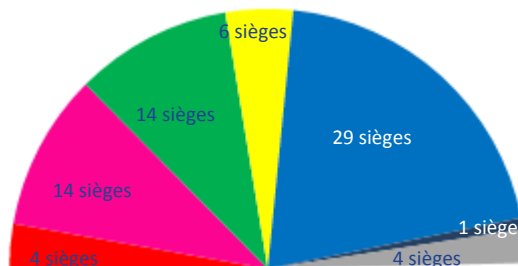
Le mouvement Europe Ecologie, porté par Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly et José Bové, est indéniablement l'autre grand gagnant de ses

élections. Sa campagne, véritablement européenne, aura permis l'élection de 14 députés européens, et d'émerger comme la troisième force politique. Cette percée témoigne également de la prise de conscience écologique des Français, mais aussi la reconnaissance de l'importance de l'échelon européen pour agir efficacement sur les thématiques environnementales, et notamment, lutter contre le changement climatique.

Les perdants

Le Parti Socialiste d'une part, et le Modem d'autre part, ont quant à eux connu un sérieux revers. La première formation a évité de peu d'être reléguée à la troisième place, en devant de quelques milliers de voix, le mouvement écologique. Quant au Modem, très loin derrière avec 8,5% des suffrages, il semble payer le prix fort des polémiques de fin de campagne.

Autres déceptions de ces élections : le Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier Besancenot n'aura pas réussi à mobiliser les électeurs escomptés, et ne parvient



pas à faire élire un de ses représentants. Déception également à l'opposé de l'échiquier politique, puisque Philippe de Villiers, faisant campagne au nom du mouvement Libertas, perd finalement deux sièges, ne sauvant que le sien au Parlement européen.



Daniel Cohn-Bendit, député européen élu sur les liste du mouvement Europe Ecologie

« Il faut comprendre que Europe Ecologie n'est pas qu'une force nationale mais européenne, voire au-delà. Il y a devant nous plusieurs rendez-vous : début juillet avec le bilan fête d'Europe Ecologie, puis Copenhague avec les négociations climatiques, puis les régionales. »

En Allemagne

Alors que la campagne s'est focalisée sur les enjeux nationaux et avait une valeur test en vue des élections législatives de septembre prochain, le scrutin en Allemagne a vu un net repli des deux grands partis de la coalition gouvernementale au profit des libéraux du FDP et du parti social-chrétien bavarois (CSU). Contrairement à d'autres pays européens marqués par une accentuation de l'abstention, la participation s'est maintenue à près de 43% des électeurs qui se sont rendus aux urnes.

Avec 30,7 % des suffrages, le parti démocrate-chrétien de la Chancelière allemande (CDU) recule de près de 6 points et perd au passage 6 sièges. Ce mauvais score est compensé par les très bons résultats de

la CSU, alliée de la CDU, qui recueille plus de 7% des voix et obtient 8 sièges, permettant à la droite allemande de totaliser 42 sièges au sein du PPE-DE.

Les résultats sont beaucoup moins mitigés pour les sociaux-démocrates allemands (SPD) qui recueillent seulement 21% des suffrages, soit 4 points de moins qu'au scrutin de 2004. S'il maintient son nombre de sièges avec 23 élus, le SPD enregistre le plus mauvais score de son histoire.

Le parti libéral FDP continue sa progression au niveau européen en obtenant près de 11% des voix et 12 sièges, soit 5 points de plus que lors du scrutin précédent et 5 sièges supplémentaires. Quant au parti



vert die Grünen, malgré quelques percées régionales, comme à Berlin où il dépasse les socio-démocrates avec 23,6 % contre 18,8 pour le SPD, il maintient au même niveau son score de 2004 avec 12% des suffrages et 14 sièges au sein de l'assemblée européenne. A l'extrême gauche de l'échiquier politique, les communistes du parti die Linke connaissent une sensible progression de 1,4 points pour atteindre 7,5 % des voix et gagner un siège supplémentaire par rapport au scrutin de 2004.

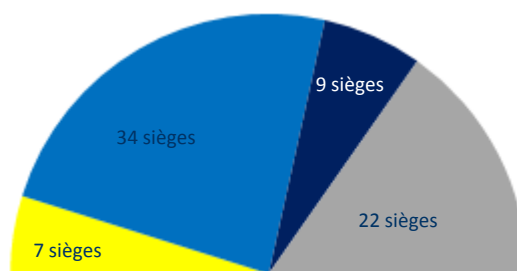
En Italie

Les élections européennes sont le premier test électoral du quatrième gouvernement Berlusconi qui en sort confirmé, malgré les « affaires » qui ont fait progresser l'abstention. La participation a ainsi enregistré une baisse de plus de six points par rapport au précédent scrutin de 2004, selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur (66,7% contre 73% en 2004).

Le Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi a obtenu 34,7% contre 26,3% pour le Parti démocrate (PD), principale force d'opposition. Un an après son retour au pouvoir, le PDL consolide donc sa position, mais sans le plébiscite recherché par le chef du gouvernement. A gauche, le parti démocrate est parvenu à enrayer sa chute, après une année marquée par de nombreux revers électoraux, une

guerre des chefs et le départ de son leader Walter Veltroni, l'ex-maire de Rome. Les résultats du PD représentent une victoire personnelle pour Dario Franceschini, le nouveau leader du PD depuis février 2009 dont les efforts sont ainsi légitimés par les électeurs qui ont délaissé les petits partis au profit du PD.

Récoltant 9,5 % des voix, la Ligue du Nord, l'allié anti-européen et anti-immigration du PDL, réussit quant à elle son objectif de doubler de 4 à 8, le nombre de ses députés à Strasbourg. Le petit parti de l'Italie des Valeurs, de l'ex-juge anti-corruption Antonio Di Pietro, qui a joué la carte de l'opposition radicale à Berlusconi, a presque doublé son score des législatives (4,37 %) en obtenant 8 % des voix. Héritier de la Démocratie chrétienne, le parti



UDC a attiré 6,6 % des voix, augmentant ainsi son score de deux points par rapport aux dernières législatives.

Ils ont dit...



Franco Frattini, ministre italien des Affaires étrangères, ancien Commissaire européen : « Toutes les familles politiques devraient être inquiètes du résultat des partis euro-sceptiques. Les formations politiques au sein du parlement européen doivent lutter pour plus d'Europe et pas pour moins d'Europe. »

En Belgique



Au niveau du collège électoral francophone, le PS, le MR (libéraux) et le CDH (chrétiens démocrates) perdent des plumes au profit d'Ecolo, qui fait plus que doubler ses voix en atteignant un score de plus de 8 %.

Du côté flamand, le SP.A, le Vlaams Belang et l'Open VLD reculent, alors que la Liste Dedecker apparaît et que le CD&V et la NV-A montent. Groen reste stable.

Six députés belges devraient donc rejoindre le PPE-DE (premier groupe politique du PE) dont 5 anciens (Jean-Luc Dehaene, Marianne Thyssen et Ivo Belet entre autre) et Anne Delvaux, nouvelle venue pour le CDH.

Outre Véronique De Keyser, réélue pour un troisième mandat, deux nouveaux venus parmi les eurodéputés socialistes francophone : Jean-Claude Marcourt, ministre wallon sortant de l'Economie et de l'Emploi et Frédéric Daerden. Côté néerlandophone, Saïd El Khadraoui rempile et sera rejoint par Katheen Van Brempt actuellement ministre flamand de la mobilité.

La délégation belge au sein de l'ADLE sera composée de trois députés néerlandophones (Open VLD) dont l'ancien premier ministre Guy Verhofstad et deux députés francophones : Frédérique Ries (troisième mandat) et Louis Michel, bien que le doute plane quant à sa volonté de siéger.

« La Wallonie n'a pas fait sien le message fort envoyé par une écrasante majorité des citoyens de l'UE: Oui à une Europe sociale et politique et non à celle proposée par les partis socialistes. »

Communiqué de Presse de Frédérique Ries, eurodéputé belge, MR (ADLE)

Ils ont dit...



Andrew Brons, élu du British National Council, formation d'extrême droite: *"Je considère ceci comme un premier pas vers la libération du Royaume-Uni et du peuple britannique de la dictature européenne".*

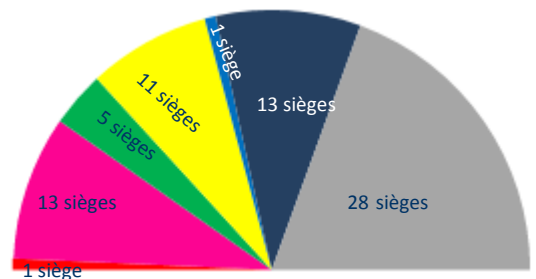


John McDonnell, député Labour: *"Si les députés travaillistes et Gordon Brown ne comprennent pas le message envoyé par ces résultats, nous sommes finis... C'est clair : il faut un changement radical de direction politique"*

Au Royaume-Uni

Après une défaite cinglante du Labour aux élections locales de jeudi avec 23% des suffrages contre 38% pour les conservateurs, le scrutin européen

confirme le vote protestataire contre le premier ministre britannique Gordon Brown. Alors qu'il avait totalisé 23% des voix en 2004, le Labour obtient seulement 15% des voix, ce qui le relègue au troisième rang derrière les conservateurs (29%). C'est surtout la poussée des partis europhobes et d'extrême



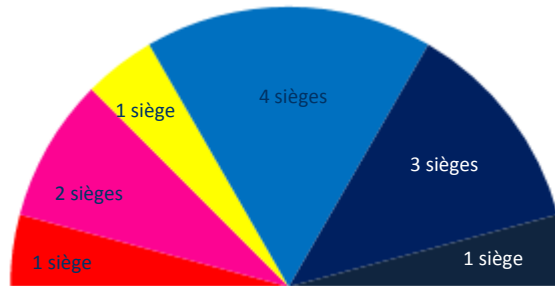
droite qui est marquante : le parti europhobe UKIP (United Kingdom Independence Party) obtient 17% des voix, tandis que la BNP (British National Party) avec 6,5% des voix entre pour la première fois au Parlement européen en envoyant deux députés.

« Tout au long de l'histoire européenne, de l'Europe des Pères fondateurs à la récente Présidence française de l'Union européenne, nous avons montré que les valeurs défendues par le PPE - liberté, solidarité, responsabilité, humanisme - sont les garanties du progrès, de la paix et de la sécurité. [...]

Les engagements pris par le Parti seront respectés. Nous pouvons nous reposer non seulement sur le plus grand groupe politique du Parlement, mais également sur les Chefs d'Etat et de Gouvernement, et sur le Président de la Commission, José Manuel Barroso, qui est notre candidat pour le prochain mandat de la Commission. »

Communiqué de presse post-électoral du PPE-DE, le 8 juin 2009

En Irlande



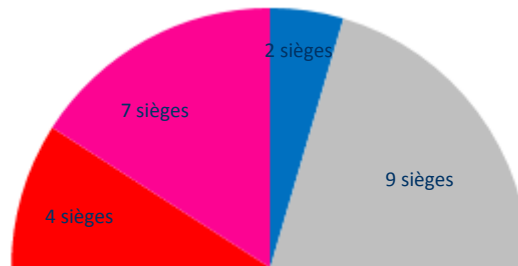
Le « non » des Irlandais au Traité de Lisbonne lors du référendum de juin 2008 n'est pas pour autant l'expression d'un rejet de l'Europe. Avec un taux de participation au dessus de la moyenne européenne (55% contre 43,9%), les Irlandais ont réaffirmé leur attachement à l'UE, tout en sanctionnant le gouvernement en place. Les élections européennes étant couplées à des élections locales et

législatives (partielles), les questions économiques et les mesures pour sortir de la crise étaient au centre de la campagne. Le parti de l'opposition, le Fine Gael, obtient plus de 29% des voix, ce qui lui confère quatre sièges au Parlement européen au groupe PPE-DE. Le parti du Premier Ministre Brian Cowen, le Fianna Fail, est crédité de 24% des voix et remporte trois sièges dans le groupe UEN, tandis que le Labour remporte deux sièges au PSE (14%). Même si le Sinn Fein garde son siège, Libertas, le parti fondé par Declan Ganley et qui avait fait campagne contre le Traité de Lisbonne, n'obtient aucun siège.

En République tchèque

Après une campagne assez focalisée sur les enjeux nationaux - les Tchèques attendant également des élections législatives à l'automne - la gauche et la droite se sont exactement partagées les 22 sièges qui reviennent à la République tchèque.

Les sociaux-démocrates et communistes ont ensemble remporté 11 sièges, de même que les partis de droite, c'est-à-dire les conservateurs de l'ODS (le parti démocrate civique de Vaclav Klaus) avec le parti KDU-CSL (l'Union chrétienne-démocrate/Parti du peuple), ce dernier ayant remporté deux sièges au PPE-DE.



La République tchèque gonflera principalement les rangs des non-inscrits dans l'hémicycle européen, avec la victoire de l'ODS qui remporte 9 sièges. L'opposition sociale-démocrate, le CSSD, aura quant à elle 7 sièges au sein du PSE. Ces résultats déjouent les récents sondages qui annonçaient une répartition inverse entre les deux grands partis.

Vaclav Klaus, Président tchèque, en sortant de son bureau de vote à Prague le 7 juin:



"J'aimerais bien que ces élections contribuent à composer un Parlement européen

permettant que le prochain scrutin européen ait davantage de sens et d'importance"

En Hongrie

La plus grande formation de l'opposition de droite, le parti Fidesz, est arrivée largement en tête avec 56,37 % des voix, s'assurant une avance significative sur les socialistes du MSZP (17,37 %) au pouvoir. La Fidesz, principale formation d'opposition, a axé sa campagne aux élections européennes sur la critique des dirigeants en poste en s'affichant comme une alternative pour remettre la Hongrie sur "la bonne voie", mieux gérer la crise économique et financière et lutter contre le chômage. Le parti socialiste au pouvoir (MSZP) n'a pas réussi à convaincre les électeurs qui ont sanctionné le gouvernement, en

sursis depuis plusieurs mois suite à la démission, en mars dernier, de l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsany et des mesures d'austérité prises face à la pire crise économique qu'ait connu le pays depuis la fin du communisme.

Le vote aux Européennes en Bulgarie voit aussi la montée du parti d'extrême droite, Jobbik, qui a fait une nette percée avec 14,77 %, s'assurant ainsi trois sièges au Parlement. La formation d'extrême droite, emmenée par un professeur de droit criminel de l'université de Budapest, a fait campagne avec un programme populiste anti-européen et anti-atlantique



surfant sur la vague de mécontentement et de ressentiment vis à vis de la communauté rom.

Tandis que l'extrême droite est sortie renforcée du scrutin européen, le discours anti-capitaliste du Parti communiste des travailleurs d'extrême gauche n'a pas convaincu les électeurs puisqu'il recueille seulement 0,9% des voix.

En Bulgarie

Le scrutin pour les Européennes a marqué la victoire du principal parti d'opposition, Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) du maire de Sofia Boïko Borissov dans un contexte de soupçons de manipulation d'électeurs, une pratique courante lors des précédentes élections et ce, malgré les appels des dirigeants politiques et des médias tout au long de la campagne pour lutter contre l'achat de votes. Le GERB a recueilli 26,1% des voix contre 18,8% pour le parti socialiste emmené par l'actuel ministre Sergueï Stanichev. Les élections européennes constituent donc un revers électoral lourd de conséquences pour M.

Stanichev qui sort affaibli à la veille des élections législatives bulgares qui se tiendront le 5 juillet. Deux formations libérales appartenant au gouvernement, le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) de la minorité turque et le mouvement national de stabilité et de progrès (MNSP) de l'ex-roi Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha ont gagné respectivement 14,13% et 8,07% de voix. Le parti nationaliste Ataka a lui obtenu 11,72%. La Coalition Bleue conservatrice a gagné 8,01%. Le nouveau parti d'un homme d'affaires investissant dans l'énergie, LIDER, a recueilli à cette étape 5,65% et a de bonnes chances d'entrer au Parlement européen.



Le taux de participation officiel communiqué par la Commission électorale s'élève à 37,73%, nettement en hausse par rapport aux premières élections européennes organisées en Bulgarie en 2007 (28,6%). Cette participation plus élevée s'explique notamment par l'équilibre des forces en lice.

Aux Pays-Bas



Les Néerlandais ont été parmi les premiers à aller voter, jeudi dernier. Les résultats qui ont filtré, malgré l'interdiction de la Commission européenne de les dévoiler avant la fermeture du dernier bureau de vote dans l'UE, avaient démontré une forte percée de l'extrême droite. Pour sa première participation aux élections européennes, le Parti pour la liberté (PVV) du député d'extrême-droite Geert Wil-

ders a en effet obtenu 17% des voix et donc quatre sièges au sein des non-inscrits. C'est cependant le parti chrétien-démocrate du Premier ministre Jan Peter Balkenende qui remporte, malgré un léger recul en comparaison à la précédente

législature, le plus grand nombre de sièges (5) au sein du PPE-DE. Le parti travailliste PvdA subit un très fort revers en n'obtenant que 3 sièges au Parlement européen, contre 7 auparavant. C'est au final le groupe ADLE au Parlement européen qui comptera le plus grand nombre de députés néerlandais, puisque les deux partis VVD et D66 remportent chacun 3 sièges. Il est à noter que, malgré la poussée de l'extrême-droite,

élément que les médias retiennent surtout de ce scrutin aux Pays-Bas, les sièges ont plutôt bien été distribués entre les principaux partis qui en remportent au moins deux chacun.

La Commission européenne a d'ores et déjà annoncé qu'elle comptait demander des « clarifications » au gouvernement néerlandais, concernant la publication dès jeudi 4 juin, des premières estimations issues des urnes. Ceci est effectivement contraire à l'Acte portant élection des membres au Parlement européen au suffrage universel direct de 1976, qui interdit toute publication de résultats nationaux avant la fermeture de tous les bureaux de votes européens.

Réaction de Martin Schulz, Président du Groupe PSE au Parlement européen sous la précédente législature



« C'est certainement une triste soirée pour la social-démocratie européenne. Nous allons essayer de freiner les forces incontrôlées du marché et nous allons faire cela sur une base moins solide qu'avant. Dans les prochains jours, nous serions bien inspirés de faire une analyse pays par pays pour voir comment on est arrivé à ces résultats. Je suis sûr que nous verrons que dans chaque pays il y a des raisons particulières qui n'ont pas grand chose à voir avec des questions européennes. »

Source: Le Nouvel Observateur

En Suède

Comme cela était attendu, la gauche et la droite ont dominé les élections en Suède pour ce scrutin. Cependant, le parti de centre droit au pouvoir a été devancé de peu par les Sociaux-Démocrates de l'opposition qui remportent 24,6% des voix. Le gouvernement n'obtient donc pas le soutien qu'il espérait à la veille de prendre en charge la Présidence du Conseil de l'Union européenne.

Les petits partis n'ont pas été pour autant en reste lors de ce scrutin. Les écologistes ont effectué une percée et remportent 2 sièges au sein des Verts du Parlement européen, tandis que le parti de la gauche subit un revers avec un seul siège. Un résultat peu surprenant dans la mesure où les Suédois avait pla-



cé l'environnement, le climat et l'énergie en tête de leurs thèmes de campagne. Enfin, on retiendra de ces élections européennes en Suède l'entrée dans l'hémicycle européen du « parti des pirates » qui souhaite, entre autres, légaliser le partage des fichiers sur Internet.

La participation en Suède a été quasiment similaire à la moyenne européenne (43 %), ce qui constitue une amélioration en comparaison aux élections de 2004 où elle n'avait pas dépassé les 37 %.

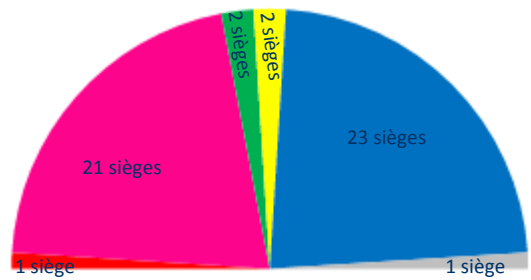
En Espagne

Le scrutin européen marque la première défaite électorale de José Luis Rodríguez Zapatero, le président du gouvernement espagnol, depuis son arrivé au pouvoir en mars 2004. Le Parti populaire (PP), la première formation de droite, a réuni 42,2 % des voix et gagne 23 sièges sur un total de 50 à pourvoir. Le parti socialiste (PSOE) au pouvoir a quant à lui obtenu 38,5 % des voix, et gagne 21 sièges.

Ces résultats contrastent avec ceux des dernières élections générales d'il y a quinze mois remportées par le PSOE avec 43,8 % des voix, contre 39,9 % pour le PP. Ce renversement de tendance promet de compliquer la suite du mandat de M. Zapatero, à qui il manque 7 voix de majorité au Parlement espagnol. Mariano Rajoy, le leader du PP, a réussi son pari de

refaire du PP la première force politique nationale et reste donc en course au niveau national pour le poste de Premier Ministre.

Face aux deux principaux partis nationaux, les petits partis ne sont pas parvenus à percer lors du scrutin européen. La coalition pour l'Europe (CEU) regroupant les différents partis nationalistes de droite, notamment les Catalans de CiU et les Basques du PNV, est arrivée en troisième position avec 5,1% des voix, remportant deux sièges. La Liste de Gauche Unie (IU), la coalition écolo-communiste regroupe quant à elle 3,7% des suffrages, obtenant deux sièges. EDP-V, une coalition de partis nationalistes de gauche, notamment Catalans et Basques, obtient 2,5% des voix et un siège, tandis que le parti centriste et anti-nationaliste UPyD, fondé par une

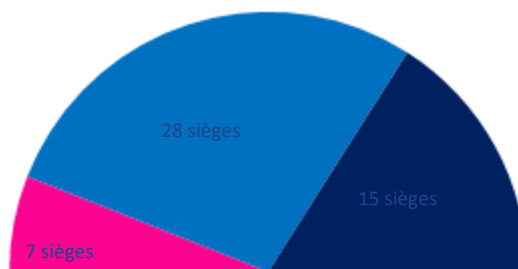


dissidente socialiste, recueille 2,8 % des voix et un siège.

A l'annonce des premiers résultats hier soir, les dirigeants du PP ont réclamé une révision radicale de la politique du gouvernement Zapatero face à la crise. Les résultats du vote aux Européennes en Espagne traduisent en effet les préoccupations des citoyens espagnols concernant la situation économique du pays qui fait face à un taux de chômage de 18,1%, soit le taux le plus élevé de l'Union européenne. Les socialistes ne font pas la même lecture du scrutin, soulignant que leur parti a enregistré « *le meilleur résultat de tous les partis socialistes d'Europe.* »

En Pologne

Le parti libéral actuellement au pouvoir, la Plateforme civique du Premier Ministre Donald Tusk, remporte une large victoire en Pologne avec à lui seul 24 sièges. Ces élus, avec ceux de la coalition de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et de l'Union du travail (UP), gonfleront donc les rangs du groupe politique PPE-DE au Parlement avec 28 sièges. Cette forte participation polonaise au premier groupe politique du Parlement européen pourrait favoriser la nomination de Jerzy Buzek, député et ancien Premier Ministre (1997-2001), comme prochain président de l'institution. Le parti



conservateur des frères Kaczynski (Droit et Justice) arrive quant à lui en deuxième position avec 16 élus qui rejoindront le groupe UEN.

A noter que la participation en Pologne, très faible puisqu'elle ne s'élève qu'à 27 %, est cependant en légère hausse en comparaison à 2004 où elle n'avait alors atteint que 20 %.

Analyse post-électorale du quotidien Gazeta Wyborcza

« C'est une victoire du parti qui prône une Europe forte et ouverte »

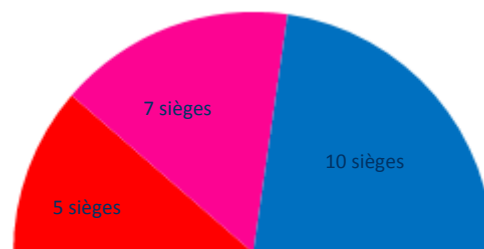
« Il s'agissait d'un scrutin européen, mais la campagne a surtout été axée sur les questions nationales. Au lieu de nous parler d'Europe, nous avons été bombardés de spots publicitaires débiles qui n'avaient que pour objectif de discréditer l'adversaire. C'est mieux qu'en 2004, mais, pour de nombreux Polonais, le Parlement européen est aussi lointain que la planète Mars. »

Source: Courrier International

Au Portugal

Les socialistes portugais (PS), actuellement au pouvoir à Lisbonne, ont connu le même sort que nombre de leurs compatriotes européens, à savoir un net recul des suffrages qui se sont portés sur leurs listes. Alors que le PS s'était imposé en 2004 comme le parti majoritaire avec près de 44,53% des voix, il rétrograde en deuxième position avec 26,58 %. La droite portugaise, représentée par le parti social démocrate (PPD/PSD) du Prési-

dent de la Commission européenne, José Manuel Barroso (31,68%), et le Partido Popular (CDS-PP) (8,37%) s'affirment à quelques mois des élections législatives et locales prévues à l'automne prochain, comme la première force politique du pays et raflent au total 10 sièges au sein du PPE-DE. Les deux partis d'extrême gauche Bloco de Esquerda et Coligacao Democratica Unitaria-PCP-PEV, sont les grands gagnants de cette élection ; ils to-



talisent à eux deux près de 21% des voix et obtiennent respectivement trois et deux sièges.

Et maintenant?

Les résultats des élections à peine connus, les groupes politiques au Parlement européen se penchent sur le calendrier et les prochaines étapes décisives pour le paysage politique européen. Dans un premier temps, les députés européens devront élire leur Président. Si la tradition veut que les deux plus gros partis (PPE et PSE) se partagent ce poste, et échangent en cours de mandature, les Libéraux en ont décidé autrement. Graham Wat-

son a effectivement fait part de sa candidature il y a plusieurs semaines déjà. Le vote aura lieu pendant la 1ère session plénière, du 14 au 16 juillet prochains.

Par ailleurs, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient désigner le candidat à la Présidence de la Commission européenne, lequel devra refléter l'équilibre politique au Parlement européen. Le Parlement européen devrait donner son avis lors de cette même session plénière. Le Président sortant

et candidat à sa propre succession José Manuel Barroso est en position favorable, vu le nouvel hémicycle à majorité bleu foncé. Toutefois, le PPE-DE devra composer avec d'autres groupes, notamment les libéraux, pour dégager une majorité. Le PSE n'a pas encore proposé de candidat et le soutien à Barroso n'a fait pas l'unanimité au sein des gouvernements de mouvance socialiste.

Ce document est le fruit d'un travail collectif.
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.



Conseil en affaires européennes
Rue du Luxembourg, 19-21
1000 Bruxelles
Tél: +32 2 506 88 20
Fax: +32 2 506 88 25
Email: info@euralia.eu

A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

Visitez notre nouveau site Internet!
www.euralia.eu